



**CONFEDERATION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS DU BENIN
(CSTB)**

03 B.P. 932 Cotonou

Tél. : (00229) 97-76-18-29 (00229) 90-94-83-93

Email : cstbsn@yahoo.fr / SiteWeb : WWW.CSTB.bj

Cotonou, le 31 mai 2017.

COMMUNIQUE AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE

C'est sur un fonds de mécontentement général et d'un ras-le-bol que toutes les Confédérations syndicales des travailleurs ont vidé la salle de conférence de l'INFOSEC cet après midi, laissant la délégation gouvernementale de six ministres conduite par le ministre d'Etat Abdoulaye BIO TCHANE.

De quoi s'agit-il ? C'est depuis le 13 avril 2017 qu'a été ouverte la 1^{ère} session ordinaire de la Commission Nationale de Concertation et de Négociations Collectives Gouvernement/Confédérations Syndicales autour d'un projet d'ordre du jour qui ne prenait curieusement pas en compte les différentes revendications des travailleurs des ministères en grève notamment ceux de la santé, du développement rural et de l'éducation. Il a fallu que les Secrétaires Généraux des Confédérations réagissent avant que ces points et d'autres revendications ne soient inscrits à l'ordre du jour. Cette rencontre s'est essentiellement consacrée à l'adoption de l'ordre du jour.

Ce n'est qu'au 21 avril 2017, soit une semaine après que la commission a démarré l'examen les différents points de revendications en commençant par ceux relatifs à l'éducation où sur 21 points présentés par le gouvernement, dix (10) ont été examinés sans qu'aucune solution sérieuse ne soit trouvée. Malgré l'urgence des problèmes, il a fallu attendre le 31 mai, soit, près d'un mois et demi pour la poursuite de la session de négociation qui devrait durer cinq (05) jours.

Pendant ce temps le gouvernement poursuit allègrement ses réformes consistant à liquider de façon systématique tous les services publiques. Citons quelques exemples :

- 1- l'affermage des parcs W, Pendjari et des hôpitaux de zone de Djougou, Covè et de Ouinhi;
- 2- la mise en concession de la SBEE ;
- 3- la privatisation du garage centrale de l'Etat pompeusement appelée leasing ;
- 4- la fermeture des universités publiques et l'élévation des frais d'inscription dans des facultés et écoles ;

- 5- la suppression de la subvention des frais d'écolage pour les élèves filles à partir des classes de seconde ;
- 6- le déguerpissement des petits commerçants et artisans.
- 7- l'instauration des examens nationaux aux étudiants des universités privées en violation des règles du CAMES et du LMD tant prônés par le gouvernement lui-même ;

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la décision de mettre le CNHU en concession c'est-à-dire, privatiser le Centre Hospitalier et Universitaire de Cotonou.

Tout un pan d'activités de l'ASECNA est arraché par le gouvernement pour être confié à un privé.

Tout cela se fait au mépris de l'avis des travailleurs des secteurs concernés et des confédérations syndicales qui ne cessent d'élever des protestations. Il ressort de ce qui précède que le gouvernement de Patrice TALON veut vendre tout le pays et mettre tout le peuple dans la misère et à genoux. Alors les séances de négociations qu'il convoque ne sont rien d'autre qu'une ruse et un mépris des travailleurs et du peuple dont la misère s'aggrave tous les jours. Ce n'est que du dilatoire.

C'est pourquoi les confédérations syndicales ont unanimement décidé de boycotter la séance de négociations de ce mercredi 31 mai 2017 pour :

- 1- protester contre le comportement inhumain et autocratique de Patrice Talon ;
- 2- exiger l'arrêt des privatisations au développement rural, à la santé et dans tous les secteurs ;
- 3- le retour des sociétés privatisées dans le giron de l'Etat et la réhabilitation des travailleurs licenciés.
- 4- la satisfaction des revendications des travailleurs, tous secteurs confondus ;

La CSTB invite tous les travailleurs et le peuple à se lever comme un seul homme pour sauver le pays en danger, car :

Trop c'est trop ! Ca suffit ! Nous en avons marre ! Il nous faut agir !

Le Secrétaire Général

Paul Essè IKO